

COLLECTION DROIT PUBLIC POSITIF

*dirigée par Louis FAVOREU, président honoraire
de l'Université d'Aix-Marseille III*

**ASSOCIATION FRANÇAISE DES
CONSTITUTIONNALISTES**

**CENTRO DE ESTUDIOS
CONSTITUCIONALES**

**UNIVERSITÉ DE PAU ET DES
PAYS DE L'ADOUR**

**UNIVERSIDAD DE
SEVILLA**

sous la coordination de Pierre BON

ETUDES DE DROIT CONSTITUTIONNEL FRANCO - ESPAGNOL

**JOURNÉES D'ÉTUDES
31 MAI ET 1^{er} JUIN 1991**

**Institut d'études juridiques
ibériques et ibérico-américaines**

Université de Pau et des Pays de l'Adour

**X. ARBÓS - M. CARRILLO
L. DIEZ-PICAZO - J.-F. FLAUSS
H. LABAYLE - D. MAUS
A. PÉREZ-CALVO - A. PORRAS NADALES
T. RENOUX - J. L. REQUEJO PAGÉS
A. ROUX - P. TERNEYRE**



ECONOMICA

49, rue Héricart, 75015 Paris

TABLE DES MATIÈRES

OUVERTURE, par Pierre BON.....	7
 LE STATUT CONSTITUTIONNEL DES ÉTRANGERS	
RAPPORT ESPAGNOL de Marc CARRILLO	15
I - LA CONSTITUTION ET LA LOI ORGANIQUE 7/1985 RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTÉS DES ÉTRANGERS..	17
II - LES DROITS ET LIBERTÉS D'APRÈS LA LOI 7/1985 ET L'INTERPRÉTATION JURISPRUDENTIELLE	20
A - Le droit à l'égalité.....	20
B - Le droit de circuler et de choisir sa résidence.....	20
C - Les droits à la liberté et à la sécurité.....	21
D - Le droit à obtenir la protection effective des juges et les garanties du procès	22
E - La liberté d'expression et le droit à l'information.....	23
F - Le droit de réunion et le droit d'association.....	23
1°/ Le droit de réunion.....	23
2°/ Le droit d'association.....	24
G - Le droit de vote.....	24
RAPPORT FRANÇAIS de Henri LABAYLE.....	27
I - L'AFFIRMATION D'UN STATUT CONSTITUTIONNEL DES ÉTRANGERS.....	29
A - La proclamation indifférenciée des droits	29
1°/ L'absence de discrimination	29
2°/ Le champ de la protection	31
B - L'organisation spécifique des droits.....	37
1°/ Le respect des libertés fondamentales.....	37
2°/ La conciliation des droits	40
II - LA DÉLIMITATION DU STATUT CONSTITUTIONNEL DES ÉTRANGERS	42
A - La limite technique ou le silence des textes.....	42
1°/ La fonction complémentaire de la protection conventionnelle.....	43

2°/ La fonction réductrice de la protection conventionnelle...	45
B - La limite politique ou l'absence de projet.....	48
1°/ La réalité d'une égalisation	48
2°/ L'impossibilité de l'assimilation.....	50
DISCUSSION.....	55
LE DROIT CONSTITUTIONNEL AU JUGE ET SES LIMITES	
RAPPORT ESPAGNOL de Antonio J. PORRAS NADALES.....	65
I - LES ACTES DISPENSÉS DE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL EN ESPAGNE : AVANT ET APRÈS LA CONSTITUTION DE 1978	65
II - LES PROBLÈMES RELATIFS AUX ORGANES ÉDICTANT DES ACTES POLITIQUES	68
III - LES PROBLÈMES RELATIFS À L'OBJET DES ACTES POLITIQUES	69
A - Un faux problème : les actes techniques.....	69
B - Les actes d'impulsion politique.....	70
C - Le problème du contrôle par omission	71
IV - UNE HYPOTHÈSE DOCTRINALE NOVATRICE : LES "ACTOS NEGOCIALES" DE L'EXÉCUTIF EN TANT QU'ACTES POLITIQUES	73
RAPPORT FRANÇAIS de Philippe TERNEYRE.....	75
I - LE DROIT AU JUGE EST UN PRINCIPE DE VALEUR SUPRA-LÉGISLATIVE EXCLUANT TOUTE DISPOSITION LÉGISLATIVE CONTRAIRE.....	77
A - Le droit au juge est une norme de référence dans le cadre du contrôle de constitutionnalité des lois	78
1°/ Droit au juge et principe d'égalité	78
2°/ Droit au juge et article 16 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789	79
3°/ Droit au juge et principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.....	79
4°/ Droit au juge et principes à valeur constitutionnelle issus du droit international humanitaire.....	80
B - Le droit au juge est une norme de référence dans le cadre du contrôle de conventionnalité des lois.....	80
C - Le droit au juge est une norme de référence dans le cadre du contrôle de légalité des actes administratifs	82

II - LE DROIT AU JUGE EST UN PRINCIPE QUI DOIT ÊTRE AMÉNAGÉ PAR LE LÉGISLATEUR... ET LE JUGE	83
A - Le libre exercice du droit d'agir en justice relève de la loi....	84
B - Le droit au juge nécessite parfois l'intervention de la loi.....	85
1°/ Les composantes du droit au juge (au sens de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme) ..	85
a) Le sens général du droit au juge et les pouvoirs du législateur.....	85
b) Les conditions d'application du droit au juge	86
c) Le tribunal.....	87
d) L'aspect concret du droit au juge.....	88
e) Les limites du droit au juge.....	89
2°/ La sanction des carences de la loi.....	89
III - LE DROIT AU JUGE EST UN PRINCIPE LACUNAIRE EN DROIT POSITIF FRANÇAIS	91
A - L'injusticiabilité de certains actes de nature politique	92
1°/ Actes parlementaires	92
2°/ Actes de gouvernement.....	93
3°/ Certaines lois	94
B - L'injusticiabilité de certains actes de nature administrative...	95
1°/ Les mesures d'ordre intérieur.....	95
2°/ Les décisions du juge de l'application des peines.....	96
3°/ Les décisions d'exécution des contrats administratifs.....	97
C - L'injusticiabilité de certains faits dommageables de l'administration.....	98
DISCUSSION.....	101
LE SÉNAT	
RAPPORT ESPAGNOL de Xavier ARBÓS.....	111
I - LE BICAMÉRALISME IMPARFAIT DU SYSTÈME CONSTITUTIONNEL ESPAGNOL.....	112
A - Le Sénat dans le processus constituant.....	113
B - La configuration constitutionnelle du Sénat	115
1°/ Le Sénat et la procédure législative	115
2°/ Le Sénat et la révision constitutionnelle	116
3°/ Le contrôle du gouvernement.....	117
4°/ Le Sénat comme chambre de représentation territoriale...	118
II - PROPOSITIONS DE RÉFORME	123

RAPPORT FRANÇAIS de Didier MAUS.....	129
I - LE SÉNAT, UNE LÉGITIMITÉ CONTESTÉE.....	132
A - L'existence du Sénat.....	132
B - La désignation du Sénat	133
II - L'EFFICACITÉ DU SÉNAT	135
A - La procédure législative	135
B - Le contrôle sénatorial	138
DISCUSSION.....	143
 DEUX MODÈLES D'ORGANISATION DE L'ÉTAT : COMMUNAUTÉS AUTONOMES ET RÉGIONS	
RAPPORT ESPAGNOL d'Alberto PÉREZ CALVO.....	153
I - LA DÉCENTRALISATION TERRITORIALE : LES COMMUNAUTÉS AUTONOMES.....	154
II - L'INITIATIVE AUTONOMIQUE	155
III - L'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS AUTONOMES....	156
IV - LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES	157
V - L'EXPRESSION CONSTITUTIONNELLE DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'UNITÉ DU MARCHÉ	159
VI - LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTONOMES DANS LA DÉFINITION DE LA VOLONTÉ DES ORGANES CENTRAUX DE L'ÉTAT.....	160
VII - LES FINANCES DES COMMUNAUTÉS AUTONOMES.....	161
VIII - LES RAPPORTS ENTRE LES ORGANES CENTRAUX DE L'ÉTAT ET LES COMMUNAUTÉS AUTONOMES	162
IX - LE TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL ET LE PROCESSUS AUTONOMIQUE	163
RAPPORT FRANÇAIS d'André ROUX.....	167
I - L'INSERTION DE LA RÉGION DANS LE MODÈLE DE L'ÉTAT UNITAIRE DÉCENTRALISÉ	170
A - L'exclusion de tout "régionalisme politique"	170
1°/ L'unité du pouvoir normatif.....	170
2°/ Le respect des prérogatives de l'État.....	174
B - Les garanties de la libre administration.....	175
1°/ Une réserve de compétence pour le législateur	176
2°/ Les obligations imposées au législateur	176
II - SITUATION DE LA RÉGION DANS LE MODÈLE D'ADMINISTRATION LOCALE.....	178
A - Éléments de différenciation.....	178

1°/ Par rapport aux autres catégories de collectivités territoriales.....	178
2°/ A l'intérieur de la catégorie des régions	182
B - Possibilités d'évolution.....	186
1°/ La transformation en collectivité territoriale à statut particulier	186
2°/ L'accession à l'indépendance ?	188
DISCUSSION.....	191
LE STATUT CONSTITUTIONNEL DU POUVOIR JUDICIAIRE	
RAPPORT ESPAGNOL de Luis María DIEZ-PICAZO.....	199
I - LE CONCEPT DE POUVOIR JUDICIAIRE DANS LA CONSTITUTION ESPAGNOLE	199
II - TRAITS CARACTÉRISTIQUES DU STATUT CONSTITUTIONNEL DU POUVOIR JUDICIAIRE.....	202
A - Le statut professionnel du juge.....	203
B - La soumission du juge à la légalité	204
C - La binôme indépendance-responsabilité.....	205
D - Le gouvernement du pouvoir judiciaire	207
III - LA RELATION ENTRE POUVOIR JUDICIAIRE ET TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL, LE JUGE ORDINAIRE COMME GARANT DES DROITS FONDAMENTAUX	209
IV - QUELQUES OBSERVATIONS SUR LES LIMITES DE LA PUISSANCE JURIDICTIONNELLE DANS LE SYSTÈME CONSTITUTIONNEL ESPAGNOL.....	212
RAPPORT FRANÇAIS de Thierry RENOUX.....	215
I - EXISTE-T-IL UN POUVOIR JUDICIAIRE ?	216
A - La négation du "pouvoir judiciaire"	216
1°/ Des raisons historiques tout d'abord.....	217
2°/ Raisons théoriques : la perception en France de la pensée de Montesquieu.....	218
B - La conception française de la séparation des pouvoirs.....	219
1°/ La consécration, par la jurisprudence constitutionnelle, d'une conception tripartite de la séparation des pouvoirs .	219
2°/ La consécration, par la jurisprudence constitutionnelle, du dualisme juridictionnel	221
II - EXISTE-T-IL UN STATUT CONSTITUTIONNEL DU POUVOIR JUDICIAIRE ?	226

A - Constitution formelle.....	227
1°/ La Constitution française ne consacre que des dispositions fragmentaires à l'autorité judiciaire.....	227
2°/ La pièce maîtresse du dispositif est le Conseil supérieur de la magistrature	228
B - Constitution matérielle.....	230
1°/ L'interprétation par le Conseil constitutionnel des lois organiques relatives au statut de la magistrature a précisé l'étendue exacte de la protection constitutionnelle accordée aux magistrats dans l'exercice de leurs fonctions	230
a) La notion de magistrat	231
b) La compétence normative pour fixer le statut des magistrats.....	232
2°/ L'interprétation des lois ordinaires relatives aux attributions des magistrats a permis de préciser la nature et l'étendue des compétences constitutionnelles de l'autorité judiciaire	233
a) La sauvegarde de la liberté individuelle	233
b) La protection de la propriété privée.....	234
 III - EXISTE-T-IL UN STATUT CONSTITUTIONNEL D'UN POUVOIR JUDICIAIRE INDÉPENDANT ?	235
A - L'indépendance à l'égard du pouvoir législatif	235
B - L'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif.....	237
 DISCUSSION.....	241
 LE RANG DU DROIT INTERNATIONAL DANS LA HIÉRARCHIE DES NORMES INTERNES	
 RAPPORT ESPAGNOL de Juan Luis REQUEJO PAGÉS	249
 I - LE DROIT INTERNATIONAL EN TANT QUE SYSTÈME AUTONOME DE PRODUCTION DE NORMES NATIONALES .	249
 II - L'INTÉGRATION DES NORMES INTERNATIONALES DANS L'ORDRE JURIDIQUE ESPAGNOL	250
 III - LA CONSTITUTION ET LES NORMES INTERNATIONALES	251
 IV - LES NORMES INTERNATIONALES ET LES LOIS INTERNES	253
A - Les normes internationales et les lois antérieures.....	253
B - Les normes internationales et les lois postérieures. Droit international et bloc de la constitutionnalité	255

RAPPORT FRANÇAIS de Jean-François FLAUSS.....	259
I - LE RANG DU DROIT INTERNATIONAL D'ORIGINE CONVENTIONNELLE DANS LA HIÉRARCHIE DES NORMES EN DROIT FRANÇAIS	263
A - Le rang hiérarchique du droit international d'origine conventionnelle et la nature des normes internes en cause....	263
1°/ Le rang hiérarchique du droit international conventionnel par rapport aux normes constitutionnelles	263
a) La querelle "théologique" : le désaccord sur la signification des dispositions constitutionnelles traitant des rapports entre droit constitutionnel et droit international	265
b) L'analyse "positiviste" : la supériorité du droit international est assurée par la présomption de sa compatibilité avec la Constitution	267
2°/ Le rang hiérarchique du droit international conventionnel par rapport aux normes législatives	273
a) Le fondement de la prévalence du droit international conventionnel sur la loi	276
b) L'étendue de la suprématie du droit international conventionnel sur la loi	283
3°/ Le rang hiérarchique du droit international conventionnel par rapport aux normes infra-législatives	285
a) L'affirmation de la primauté du droit international conventionnel sur les normes infra-législatives	285
b) Les difficultés de mise en oeuvre de la prévalence du droit international conventionnel sur les normes infra-législatives.....	286
B - Le rang hiérarchique du droit international d'origine conventionnelle et la nature des normes internationales en cause	288
1°/ Rang hiérarchique du droit international conventionnel et nature de la convention internationale en cause.....	288
a) Rang hiérarchique des accords internationaux non régulièrement ratifiés ou approuvés	289
b) Rang hiérarchique des accords internationaux en forme simplifiée.....	289
c) Rang hiérarchique des accords internationaux antérieurs à l'entrée en vigueur de la Constitution de 1958.....	290
2°/ Rang hiérarchique du droit international conventionnel et actes des organisations internationales	290
a) La tentation du contrôle de conventionnalité des actes des organisations internationales	291
b) Les réserves à l'égard de la supériorité du droit communautaire dérivé sur des normes constitutionnelles contraires	292

II - LE RANG DU DROIT INTERNATIONAL NON ÉCRIT DANS LA HIÉRARCHIE DES NORMES EN DROIT FRANÇAIS	293
A - L'autorité du droit international non écrit par rapport à la Constitution	295
B - L'autorité du droit international non écrit par rapport à la loi	296
C - L'autorité du droit international non écrit par rapport aux normes infra-législatives	298
DISCUSSION	303
LISTE DES RAPPORTEURS ET DES INTERVENANTS	309
TABLE DES MATIÈRES	311